



Reportage

L'Equateur renonce à exploiter le pétrole du Yasuni

LE MONDE | 07.07.09 | 15h35 • Mis à jour le 07.07.09 | 20h43

QUITO ENVOYÉE SPÉCIALE

Sous la jungle, du pétrole. Faut-il l'exploiter pour assurer le développement d'un petit pays comme l'Equateur ? Faut-il le laisser sous terre pour préserver la forêt amazonienne ? La "révolution citoyenne" promise par le président de gauche Rafael Correa se veut verte : Quito vient de confirmer sa décision de ne pas exploiter les 920 millions de barils qui couvent sous le parc Yasuni. Mais le gouvernement équatorien espère une compensation financière de la communauté internationale.



"Alors que le réchauffement climatique est devenu une priorité mondiale, nous allons éviter l'émission de 410 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère, en laissant le pétrole sous terre",

explique Roque Sevilla, président du conseil de direction de

l'initiative Yasuni-ITT - du nom des trois champs pétroliers Ishpingo, Tambococha et Tiputini. Une délégation équatorienne est venue en Europe, en Allemagne et en Grande-Bretagne, notamment à la mi-juin, pour présenter le projet.

SERVIR DE MODÈLE

Le protocole de Kyoto s'est fixé pour objectif la réduction des émissions de dioxyde de carbone. L'Equateur veut faire reconnaître la valeur de la "non émission". L'idée est d'émettre des certificats de garantie Yasuni (CGY) et de les faire accepter sur le marché des certificats de réduction d'émission de carbone (CER). Au tarif du jour, la non exploitation de Yasuni pourrait rapporter plus de 5 milliards de dollars (3,6 milliards d'euros).

Le parc Yasuni est une réserve inégalable de biodiversité : "1 000 espèces d'arbres dans toute l'Amérique du Nord, 1 000 espèces d'arbres par hectare du parc Yasuni", résume M. Sevilla. Ce parc s'étend sur 950 000 hectares de forêt à la frontière péruvienne.

Outre la richesse de sa flore et de sa faune, il abrite deux des derniers peuples isolés de la planète. Les Tagaeri et les Taromenane, déjà menacés par les trafiquants de bois, ne survivraient sans doute pas à l'arrivée des forages et des derricks.

Les compagnies pétrolières jurent, elles, que les techniques propres permettent de réduire au minimum l'impact environnemental de l'extraction du brut.

En 2007, M. Correa avait présenté aux Nations unies une première version de l'initiative Yasuni, en forme "d'ultimatum écologique". Pour ne pas exploiter son pétrole, l'Equateur exigeait de la communauté internationale une compensation annuelle équivalente à la moitié du manque à gagner estimé pour le pays, soit 350 millions de dollars pendant treize ans. Les Etats ne se sont pas bousculés au portillon pour payer. Seul le Parlement allemand a montré un réel intérêt en votant une motion.

Depuis, l'Equateur a adopté une nouvelle Constitution qui reconnaît des droits à la nature. Le prix du baril s'est

effondré. Et Quito a peaufiné sa proposition, grâce aussi à des études de faisabilité financées par les Européens. *"L'Equateur renonce une bonne fois pour toutes à exploiter le pétrole de Yasuni"*, martèle M. Sevilla. Toute idée de marchandage ou d'ultimatum a disparu. Mais la volonté d'obtenir une compensation demeure.

Il est vrai que les réserves du Yasuni représentent 20 % des réserves certifiées de brut du pays. L'Equateur, qui a réintégré l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), produit 500 000 barils par jour. Le pétrole fournit plus de la moitié de ses exportations et plus du quart des recettes de l'Etat. L'argent obtenu de la vente des CGY sera versé sur un fonds géré sous contrôle international. Il permettra de financer la politique écologique du pays et le développement social de l'Amazonie.

La reforestation d'un million d'hectares en trente ans est inscrite au programme, ainsi qu'une stratégie d'économie et de substitution d'énergie - pour assurer, notamment, la mise en valeur des ressources géothermiques de ce pays andin riche en volcans. Selon le gouvernement, ces programmes devraient permettre d'éviter plus de 1 000 tonnes d'émission de CO₂.

En décembre, à Copenhague, l'Equateur espère servir de modèle. *"L'initiative Yasuni pourrait servir de projet pilote pour renégocier et perfectionner le protocole de Kyoto"*, affirme M. Sevilla, ancien maire de Quito, patron de la plus grande entreprise de tourisme du pays et écologiste. *"Quand, en 1989, l'organisation Natura que je dirigeais ici a proposé le premier rachat de dette équatorienne contre nature, pour un montant de 10 millions de dollars, tout le monde nous a traités de dingues. Cela a marché"*, rappelle-t-il, enthousiaste.

Marie Delcas

Article paru dans l'édition du 08.07.09

Le Monde.fr

- » A la une
- » Archives
- » Examens
- » Météo
- » Emploi
- » Newsletters
- » Talents.fr
- » Le Desk
- » Forums
- » Culture
- » Carnet
- » Voyages
- » RSS
- » Sites du
- » Opinions
- » Blogs
- » Economie
- » Immobilier
- » Programme
- » Le Post.fr
- groupe

Télé

Le Monde

- » Abonnez-vous au Monde à -60%
- » Déjà abonné au journal



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-